

Grand Paris : « Nos projets sont prêts », déclare Christian Blanc

« Nos projets pour la ville monde qu'est Paris sont prêts », déclare Christian Blanc, le secrétaire d'Etat chargé du développement de la région capitale dans une interview aux Echos.

« Une ville monde, explique-t-il, c'est un hub constitué de pôles de développement, qui eux-mêmes sont articulés avec d'autres hubs dans le monde. Ce sont des villes à masse critique très forte disposant de capacités économiques exceptionnelles, ce sont aussi des marchés puissants qui, à côté de la production, tirent l'innovation. C'est pourquoi un objectif de croissance de 3 à 4 %, à minima, est accessible pour la région capitale dès que nous sortirons de la crise. »

« Mes projets sont très avancés sur les pôles de développement susceptibles de structurer l'économie de la région parisienne, des sciences et technologies du plateau de Saclay au sud jusqu'aux industries de la création au nord. A partir des échanges qui ont déjà eu lieu, des concertations avec les collectivités directement concernées vont commencer. Cependant, le développement économique n'a de sens que s'il s'accompagne d'une restructuration urbaine qui crée de la qualité de vie, et en particulier de la cohésion sociale. Nous serons amenés, avec les urbanistes, à présenter des projets d'une ambition inégalée pour refaire de la ville accueillante là où il n'y a parfois que de l'exclusion. »

Interrogé sur la nécessité d'une nouvelle organisation institutionnelle, le secrétaire d'Etat répond :

« Notre projet économique et le plan transports qui l'accompagne sont prêts. Nous pourrions présenter le volet économique avant le printemps. Depuis le général de Gaulle et la mission qu'il a confiée à Paul Delouvrier, il n'y a plus eu, alors que le monde a changé, d'ardente obligation de se mettre au niveau de nos potentiels. Les modes d'organisation touchant au cadre de vie, aux transports, à la croissance de la région capitale ont évolué, devenant plus complexes. Il est aujourd'hui indispensable de les repenser. Peu de gens savent qu'il y a un plan stratégique à trente ans pour New York et Shanghai. Or nous n'avons pas l'équivalent en région parisienne. Le SDRIF, qui s'inscrit dans la continuité des schémas directeurs précédents, manque d'ambition. »

Anru : les syndicats dénoncent le manque d'argent

Sur les 12 milliards promis par la loi Borloo de 2003 pour la rénovation urbaine, il en manque 4, ont dénoncé hier les syndicats gestionnaires du 1 % logement aux côtés du Medef.

L'Agence de rénovation urbaine a déjà engagé 10,5 Md€ de promesses de subvention à des projets qu'elle a validés. Sur 12 Md€, l'Etat devait en prendre la moitié en charge. Il s'est désengagé et a sollicité le 1 % logement. Mais sa contribution annuelle de 770 M€ ne saurait suffire.

« Le rapport parlementaire Goulard estime que sur la période 2009-2011, en plus des 770 millions annuels versés par le 1 % logement, il faudra trouver 1,265 milliard pour honorer les engagements pris », souligne Bernard Loth (FO), qui siège au comité d'évaluation et de suivi de l'Anru. Après 2011, c'est le flou. De ci là, l'Etat aura versé 1 Md€, le 1 % logement autant, 4 Md€ restent à trouver. L'Etat a désormais la possibilité de décider par décret de l'affectation des sommes collectées par le 1 %. Il pourra donc le mettre à contribution.

Christian Chève, administrateur CGT de l'Anru, indique que l'enveloppe actuelle de 12 Md€ est insuffisante, et pas toujours utilisée pour les zones les plus prioritaires, et réclame « un Anru 2 qu'on pourrait lancer à partir de 2013 »

(Les Echos, L Humanité).

Taxe professionnelle : les associations d élus réclament une négociation pour une réforme de l ensemble de la fiscalité locale

« L annonce de la suppression de la taxe professionnelle en 2010 inquiète les élus », titre Le Monde, car cet impôt représente au moins 50 % des ressources des collectivités locales. Les huit associations d élus, toutes tendances politiques confondues, ont demandé au gouvernement « d ouvrir des négociations en faveur d une réforme d ensemble de la fiscalité locale permettant aux collectivités locales d être moins dépendantes de l Etat »

Hier, l'Association des maires ruraux de France a demandé, à participer à la concertation. Elle a jugé l annonce de la suppression de la TP « brutale » et souhaité qu elle soit « le point de départ d'une réflexion d'ensemble sur l'avenir de la fiscalité locale et de la mise en place d'une péréquation financière enfin réelle et sincère ».

De son côté, le président du Groupe des fédérations industrielles, Yvon Jacob, a estimé que « dans le contexte actuel, la suppression de la taxe professionnelle, si elle est effective au 1er janvier 2010, procurera aux entreprises industrielles localisées en France un réel atout compétitif ». Enfin, le Syndicat national unifié des impôts a déclaré : « Il reste désormais à la France de se doter d'une assiette lisible et équitable : la valeur ajoutée, voire l'excédent brut d'exploitation, et le foncier pourraient en être les piliers », (Les Echos).

Le trafic des TER a augmenté de 10 % en 2008

La branche SNCF Proximités assure, en une vingtaine de réseaux de TER, le transport de 800 000 personnes par jour. Huit trains sur dix qui circulent quotidiennement sont des trains de proximité.

En 2008, leur trafic a augmenté de 9,8 % pour les TER et de 3,3 % pour le Transilien. Malgré ces bons résultats la régularité des trains (neuf trains sur dix ont des retards inférieurs à cinq minutes) restent problématiques dans certaines régions. C est notamment le cas en Basse-Normandie, en Bourgogne et en Ile-de-France.

La SNCF compte résorber les retards grâce à l amélioration du matériel roulant, au traitement des nSuds ferroviaires saturés et à la prévention des suicides (en Ile-de-France, leur nombre a augmenté de 22 % sur le réseau SNCF, soit un tous les deux jours).

L an prochain, la SNCF prévoit une croissance deux fois moindre des TER, entre 4 et 5 % (Les Echos, L Humanité).

Le Figaro concentre son regard sur l Ile-de-France : « Quand la SNCF déraile en banlieue parisienne ». Dans 45 % des cas, détaille-t-il, les retards ont des causes externes à la SNCF (malveillances, accidents, intrusions...), dans 38 % ils sont imputables à la SNCF (matériel, équipage, etc.) et dans 17 % à l infrastructure.

Philippe Séguin veut réformer la Cour des comptes

Dans un point de vue publié par La Tribune Philippe Séguin, le premier président de la Cour des comptes réitère son projet de réforme : « la Cour et les CRC [chambres régionales des comptes] doivent se rapprocher, mutualiser leurs moyens, unifier leur programmation et leurs procédures. Il ne s agit pas de supprimer les CRC. Il s agit de leur donner les moyens de travailler plus efficacement avec la Cour et de façon plus homogène sur l ensemble du territoire. »

Selon Ph. Séguin, l'évaluation des politiques publiques se heurte aujourd'hui « à un obstacle de taille, l'organisation de la Cour et des chambres régionales des comptes en juridictions autonomes dotées de champs de compétences étanches. Cette organisation date de 1982, époque où l'on croyait encore à la possibilité de répartir des blocs de compétences étanches entre l'Etat et les différents niveaux de collectivité. Ce projet a fait long feu, et rares sont les politiques publiques qui ne sont pas aujourd'hui partagées entre le niveau national et les niveaux locaux. »

Un article à lire en ligne ou sur papier.

Le sport gangrené par la marchandisation

Jules Lafontant, secrétaire général du Syndicat national des professeurs d'éducation physique, dénonce dans un point de vue publié par L'Humanité le remodelage du paysage sportif par le président de la République. Le sport est « gangrené par la marchandisation ».

« Il s'agit de transformer les clubs en machines à produire des dividendes afin d'y intéresser des investisseurs privés. » Quant au sport de haut niveau, « l'objectif de le rendre plus compétitif sur la scène internationale conduit à des décisions qui l'isolent de la masse des pratiquants en limitant de façon drastique le nombre de jeunes sportifs que l'on prépare dans des dispositifs particuliers ».

Tempête : le PCF réclame plus de moyens

Une délégation du PCF et de ses élus s'est rendue à Saint-Yague, dans les Landes, pour témoigner de leur « solidarité aux territoires touchés par la tempête à un moment où l'opinion publique et les médias ont déjà tourné la page ». Olivier Dartigolles, André Chassigne, le président de l'Anecr, et Xavier Compain, responsable de l'agriculture au PCF, ont réclamé la création d'un « régime assurance mutuelle calamités » élargi à tous les métiers de la terre et de la mer, tout en soulignant que les 5 M€ promis par le ministre de l'Agriculture étaient insuffisants pour sauver une filière bois qui représente 34 000 emplois en Aquitaine (L'Humanité).

Les députés ont achevé l'examen du projet de loi sur le logement

Les députés ont achevé cette nuit l'examen du projet de loi sur le logement, indiquent Les Echos.fr. Le vote solennel aura lieu cet après-midi.

Le texte prévoit notamment de soumettre à prélèvement les organismes HLM n'investissant pas assez pour favoriser ceux qui ont besoin de construire plus. Il accentue d'autre part la mobilité au sein du parc HLM en visant les logements sous-occupés et les personnes dont les ressources dépassent de deux fois le plafond de ressource. Le texte étend enfin la « maison à 15 euros » aux appartements en immeubles collectifs.

Privatiser l'hôpital

L'Humanité dévoile, article par article, « ce qui se cache derrière le projet de loi Hôpital, patients, santé, territoire » : privatisation de l'hôpital public, attaque contre la représentativité, précarisation des médecins, coopération public-privé, etc. « Le but réel de la loi Bachelot, c'est de démanteler le service public », explique André Grimaldi, professeur de médecine à l'hôpital de la Pitié Salpêtrière (Paris), dans une interview.

Dans un autre entretien, Martin Malvy, président du conseil régional Midi-Pyrénées et président de l'Association des

Grand Paris : « Nos projets sont prêts », déclare Christian Blanc

petites villes de France se dit quant à lui « favorable aux mutualisations et coopérations » mais opposé « aux suppression de services ».

Dans une interview à La Tribune, Roselyne Bachelot répond : « 54 % des établissements hospitaliers sont en excédent. Donc le déficit n'est pas une fatalité. Quant aux CHU, 60 % des déficits sont concentrés sur cinq établissements... »